



Directives de l'Union africaine pour les missions d'observation et de suivi des élections

1. PRINCIPES REGISSANT LES ELECTIONS DEMOCRATIQUES EN AFRIQUE

1.1 L'objet des principes qui régissent les élections démocratiques en Afrique est de guider les membres des équipes d'observation et de suivi des élections dans leur évaluation finale du processus et de l'environnement des élections concernées. Les «*principes*» sont répartis entre les responsabilités des Etats membres et les droits et obligations de l'Etat dans lequel des élections démocratiques doivent se dérouler.

1.2 La Déclaration de l'OUA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique a été adoptée le 8 juillet 2002 à Durban (Afrique du Sud), par la 38ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine. Les principes qui doivent guider les membres des équipes d'observation et de suivi des élections disposent que :

- i. Les élections démocratiques sont le fondement de l'autorité de tout gouvernement représentatif ;
- ii. Les élections régulières constituent un élément clé du processus de démocratisation et sont, de ce fait, des éléments essentiels de la bonne gouvernance, de l'état de droit, du maintien et de la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement ;
- iii. La tenue d'élections démocratiques est un aspect important de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits ;
- iv. L'organisation des élections démocratiques doit être :
 - a. Libre et transparente ;
 - b. Conforme aux constitutions démocratiques et aux instruments juridiques qui s'y rapportent ;
 - c. Conforme au principe de séparation des pouvoirs garantissant, en particulier, l'indépendance du domaine judiciaire ;
 - d. Mise en œuvre aux échéances, prévues par les constitutions nationales ;
 - e. Confier à un organe électoral impartial, sans



exclusive, compétent et doté d'un personnel bien formé et de moyens logistiques adéquats.

Les principes énoncent également les responsabilités des Etats membres. A cet égard, les Etats membres s'engagent à :

- i. Prendre les mesures nécessaires pour garantir le strict respect des principes susmentionnés, conformément aux processus constitutionnels de leurs pays respectifs ;
- ii. Mettre en place, le cas échéant, des institutions appropriées pour l'examen de questions telles que les codes de conduite, la citoyenneté, la résidence, l'âge requis pour être électeur et l'établissement des listes électorales, etc. ;
- iii. Mettre en place des institutions électorales nationales impartiales, sans exclusive, compétentes et responsables, dotées d'un personnel qualifié, ainsi que des entités judiciaires compétentes, y compris des cours constitutionnelles capables de statuer avec compétence sur le contentieux électoral ;
- iv. Garantir les libertés fondamentales et civiles de

tous les citoyens, y compris la liberté de mouvement, de réunion, d'association, d'expression, de campagne électorale et d'accès aux médias en période électorale ;

- v. Promouvoir l'éducation civique et l'initiation des électeurs aux principes et valeurs démocratiques, en étroite coopération avec les groupes de la société civile et des autres parties concernées ;
- vi. Prendre, à l'effet de maintenir la paix et la sécurité toutes les dispositions et précautions jugées nécessaires pour remédier aux fraudes, aux tricheries et autres pratiques illicites à tous les niveaux du processus électoral ;
- vii. Assurer les moyens logistiques et les ressources nécessaires et suffisantes, destinés à l'organisation des élections démocratiques et pourvoir les partis politiques enregistrés de fonds adéquats leur permettant de mener leur action, y compris la participation au processus électoral ;
- viii. Veiller à ce qu'une sécurité adéquate soit assurée à toutes les formations participant aux élections ;
- ix. Garantir la transparence et l'intégrité de l'ensemble du processus électoral en facilitant le déploiement des représentants des partis



politiques et des candidats dans les bureaux de vote et de dépouillement, et en accréditant des observateurs nationaux et étrangers indépendants;

- x. Encourager la participation des femmes africaines à tous les aspects du processus électoral, conformément aux lois nationales.

Les Etats membres réaffirment également leur engagement aux droits et obligations suivants pour la conduite d'élections démocratiques :

- i. Tout citoyen a le droit de participer librement au gouvernement de son pays, soit directement, soit à travers des représentants librement élus, conformément aux dispositions de la législation en vigueur.
- ii. Tout citoyen a le droit de participer pleinement aux processus électoraux de son pays, y compris le droit d'élire et d'être élu, conformément aux lois du pays et aux garanties données par la constitution, sans aucune exclusive.
- iii. Tout citoyen jouit de la liberté d'association et de réunion, conformément à la législation en

vigueur;

- iv. Tout citoyen est libre de créer un parti ou d'adhérer à un parti politique ou à une organisation, conformément à la législation en vigueur;
- v. Les candidats individuels ou les partis politiques ont droit à la liberté de mouvement et peuvent librement faire campagne, exprimer leurs opinions politiques et accéder aux médias et à l'information, dans les limites prévues par la législation en vigueur.
- vi. Les candidats individuels et les parties politiques ont le droit conformément aux lois électorales en vigueur, d'introduire des recours pour cause d'irrégularités électorales flagrantes et de faire examiner rapidement leurs requêtes par les autorités judiciaires compétentes.
- vii. Les candidats ou les partis politiques ont le droit d'être représentés dans les bureaux de vote et de dépouillement par des agents ou des représentants dûment désignés.
- viii. Aucun candidat individuel ou parti politique ne doit encourager ou commettre un acte susceptible d'entraîner la violence ou de porter



atteinte aux droits et libertés constitutionnels d'autrui. Toutes les parties en cause doivent donc s'abstenir, entre autres, de proférer des menaces et /ou d'inciter à la haine, de proférer des affirmations dénuées de tout fondement ou à caractère diffamatoire et de se livrer à des propos provocateurs. De tels actes doivent être sanctionnés par les autorités électorales compétentes.

- ix. Toutes les parties concernées doivent renoncer publiquement à accorder des faveurs aux électeurs ou à les corrompre pour influencer l'issue des élections.
- x. Dans la couverture du processus électoral, les médias sont tenus à veiller à l'impartialité et à s'abstenir de diffuser et de publier des propos injurieux, des discours incitant à la haine et toute autre forme de propos provocateurs de nature à susciter des actes de violence ;
- xi. Tout candidat ou parti politique doit respecter l'impartialité des médias publics en s'engageant à s'abstenir de tout acte susceptible de compromettre ou de limiter l'accès de leurs adversaires politiques aux installations et aux

ressources des médias publics pour faire passer leurs messages lors de la campagne.

- xii. Tout individu ou tout parti politique prenant part aux élections doit reconnaître l'autorité de la Commission électorale ou de tout autre organe statutaire chargé de surveiller le processus électoral, et coopérer pleinement avec ces organismes dans le but de faciliter leurs tâches.
- xiii. Tout citoyen ou tout parti politique doit accepter les résultats des élections considérées comme libres et transparentes par les organes nationaux compétents prévus par la Constitution et les lois électorales, et ce faisant respecter la décision finale des autorités électorales compétentes ou contester de façon appropriée les résultats, conformément à la législation en vigueur.

1. INTRODUCTION

2.1 Définitions

2.1.1 *Observation*: action de recueillir des informations et d'exprimer une opinion judicieuse sur la base des informations recueillies ;



2.1.2 *Suivi*: droit d'observer le processus électoral et d'intervenir dans ce processus au cas où les lois applicables ou les normes établies sont violées ou ignorées.

2.1.3 *Evaluation des élections*: appréciation préliminaire, sur place, des conditions dans lesquelles les élections se dérouleront.

2.2 L'observation et le suivi des élections sont devenus partie intégrante des processus démocratiques et électoraux en Afrique. Les observateurs internationaux, régionaux et nationaux jouent maintenant un rôle important dans le renforcement de la transparence, de la crédibilité des élections et de la gouvernance démocratique en Afrique, ainsi que dans l'acceptation des résultats des élections à travers le continent. Les missions d'observation et de suivi des élections peuvent également jouer un rôle clé dans la réduction des conflits avant, pendant et après les élections.

2.3 Au cours de la décennie écoulée, l'Afrique a réalisé des progrès considérables dans l'institutionnalisation de l'expression démocratique de la volonté populaire par

le biais des élections, comme en témoigne l'organisation satisfaisante d'un certain nombre d'élections multipartites dans la plupart des Etats membres. Toutefois, en dépit de ces acquis, d'énormes défis sont encore à relever. Au nombre de ces défis, figurent dans certains pays du continent, les conflits qui perdurent au sujet de contentieux électoraux et qui sont la conséquence directe de violences et d'instabilités. Pour y remédier, il importe d'améliorer l'intégrité des processus électoraux. Le déploiement de missions locales et internationales d'observation et de suivi des élections constitue l'un des moyens pour parvenir à cette fin.

2.4 Les directives ci-après proposées visent à renforcer les processus de démocratisation et de bonne gouvernance en cours en Afrique en vue de réglementer la participation de l'Union africaine à l'observation et au suivi des élections dans les Etats membres.

2.5 Les directives proposées s'appliqueraient aux trois étapes suivantes du processus électoral : la période pré-électorale, électorale et post-électorale.



3. HISTORIQUE

- 3.1 Dans la Déclaration de l'OUA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique, adoptée en 2002, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont demandé à l'Union africaine de s'engager pleinement à renforcer le processus de démocratisation, en particulier par l'observation et le suivi des élections dans les Etats membres, sur la base de directives strictes.
- 3.2 Conscients des avancées de l'Union africaine dans le domaine de la démocratisation, à la suite de l'adoption de la Déclaration sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique, en 2002, et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en 2001, les Etats membres ont reconnu que des élections transparentes et crédibles jouent un rôle crucial en vue du respect des droits fondamentaux et universels dans une gouvernance démocratique et participative.
- 3.3 Au cours de sa 38ème session ordinaire tenue en juillet 2002, la Conférence des chefs d'Etat et de

gouvernement de l'OUA a examiné le rapport du Secrétaire général sur le renforcement du rôle de l'OUA dans l'observation et le suivi des élections et la promotion du processus de démocratisation.

- 3.4 Les dirigeants africains ont pris en considération les principes et les objectifs énoncés dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, en particulier en ses articles 3 et 4. Ils ont aussi réaffirmé leur attachement à la Décision d'Alger de juillet 1999 et à la Déclaration de Lomé de juillet 2000 qui a tracé le cadre dans lequel s'inscrit la réaction de l'OUA face aux changements anticonstitutionnels de gouvernement, et établi un ensemble de valeurs et principes communs à la gouvernance démocratique.
- 3.5 Ils ont également pris en considération la Déclaration solennelle sur la CSSDCA, adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA en juillet 2000 à Lomé (Togo), qui présente le programme de l'OUA dans le domaine de la promotion de la démocratie et des institutions démocratiques en Afrique.



- 3.6 Par le biais de l'Initiative pour la démocratie et la gouvernance politique lancée dans le cadre du NEPAD, les dirigeants africains se sont engagés à promouvoir et à protéger la démocratie et les droits de l'homme dans leurs pays respectifs en définissant des normes claires en ce qui concerne l'obligation de rendre compte et la gouvernance participative aux niveaux national et sous-régional ;
- 3.7 Ils ont en outre fait référence, pour en souligner l'importance, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en décembre 1948, et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté en décembre 1966, - instruments qui ont reconnu la volonté des peuples, telle qu'exprimée par le biais d'élections libres et transparentes, comme étant la base de l'autorité gouvernementale.
- 3.8 Un autre instrument africain important, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée en juin 1981 à Nairobi (Kenya), reconnaît à tout citoyen le droit de participer librement à la gouvernance de son pays soit directement, soit à travers des représentants démocratiquement élus.
- 3.9 Dans la Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur la situation politique et socio-économique en Afrique et sur les changements fondamentaux qui se produisent dans le monde, adoptée en juillet 1990, les Etats membres de l'OUA se sont engagés à poursuivre la démocratisation des sociétés africaines et la consolidation des institutions démocratiques.
- 3.10 La Charte africaine de la participation populaire au développement, adoptée en juillet 1990 à Addis-Abeba (Ethiopie), souligne la nécessité d'associer les peuples d'Afrique à la gouvernance économique et politique.
- 3.11 De même, le Programme d'action du Caire, adopté en 1995 au Caire (Egypte), souligne l'impérieuse nécessité d'assurer la gouvernance démocratique grâce à la participation populaire basée sur le respect des droits et de la dignité de l'être humain, sur la tenue d'élections libres et transparentes, ainsi que sur le respect des principes de liberté de la presse, de liberté d'expression, d'association et de conscience.



3.12 Chaque Etat membre a également le droit souverain de choisir son système politique selon la volonté de son peuple et conformément à l'Acte constitutif de l'Union africaine et aux principes universellement acceptés de la démocratie.

3.13 Les Etats membres et les commissions électorales nationales doivent prendre en considération le rôle grandissant de l'Union africaine dans l'observation et le suivi des élections, et la nécessité d'intensifier les efforts déployés par l'Organisation pour promouvoir la démocratie en Afrique.

3.14 Dans le paragraphe VI (d) de la Déclaration de l'OUA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique (2002), les Etats membres ont demandé à la Commission d'effectuer une étude de faisabilité sur la création, au sein de la Commission d'une Unité d'assistance électorale pour aider la Commission à mettre en œuvre cette Déclaration.

4. CRITERES POUR DETERMINER LA NATURE ET LA PORTEE DES MISSIONS D'OBSERVATION ET DE SUIVI DES ELECTIONS DE L'UNION AFRICAINE

4.1 Dans l'exécution de leurs obligations, les équipes chargées de l'observation et du suivi des élections sont guidées par les directives détaillées qui seront élaborées par la Commission en s'inspirant de la Déclaration de l'OUA sur les principes qui régissent les élections démocratiques (« les principes »). Leurs mandats et termes de référence spécifiques sont déterminés en fonction des cas particuliers et du cadre juridique global qui prévalent dans le pays organisant les élections.

4.2 Dans le cadre de sa préparation en vue de l'observation et de suivi des élections, la Commission doit établir un calendrier actualisé de toutes les élections à venir du continent.

4.3 Une invitation officielle doit être adressée à l'Union africaine aux termes du paragraphe V (3) de la Déclaration de l'OUA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique (2002) par le pays



organisant les élections par le biais, soit de la Commission électorale nationale (CEN), soit de l'autorité chargée des élections, soit par le gouvernement lui-même, conformément au cadre juridique démocratique en place dans le pays concerné pour l'organisation des élections.

4.4 Dès réception d'une telle invitation à observer ou suivre des élections, l'Union africaine doit s'assurer qu'elle dispose :

- d'un temps suffisant pour les préparatifs nécessaires ;
- des informations utiles à des fins de planification ;
- de l'expertise professionnelle appropriée ;
- des ressources financières et d'autres moyens requis.

4.5 L'UA doit envoyer rapidement une mission d'évaluation électorale dans le pays où des élections doivent se dérouler.

4.6 L'existence d'égalité de chances pour tous qui détermine les conditions de la compétition électorale est un aspect important qui doit être évalué lors de la détermination du caractère probable du processus

électoral. Préalablement à la date de la tenue des élections, il incombe, au chef de la mission électorale de l'UA de faire état à la Commission de l'UA si toutes les conditions requises pour l'organisation et l'environnement propice en vue d'élections libres et équitables tels que préconisés par les directives de l'UA régissant les élections démocratiques ont été satisfaites dans le pays. Quelque soit l'avis reçu par la Commission, le Président de la Commission doit confirmer ledit avis par une déclaration publique. L'équipe d'évaluation doit s'assurer que les conditions d'organisation crédibles, légitimes, libres et équitables sont établies dans le pays conformément à la Déclaration du Durban. L'UA devrait explorer les voies et moyens d'observer les élections hors du continent. Certaines des questions à examiner dans le processus d'évaluation sont entre autres, les suivantes :

4.6.1 La constitution et le cadre juridique garantissent-ils les libertés fondamentales et les droits de l'homme ?

4.6.2 Le système électoral est-il basé sur le droit à la liberté d'association et permet-il aux populations de promouvoir leurs droits par la



formation des partis politiques en vue de la compétition électorale ?

4.6.3 La Commission électorale est-elle indépendante et impartiale et exerce-t-elle ses fonctions sans crainte, sans préjudice et de façon impartiale

4.6.4 Les droits des observateurs sont-ils garantis ?

4.6.5 Est-il probable que les forces de sécurité fassent preuve de neutralité dans la sauvegarde de la sécurité électorale ?

4.6.6 La situation dans le pays est-elle généralement calme ou il y a-t-il violence politique ? Dans l'affirmative, les mesures de sécurité du gouvernement permettront-elles d'assurer un environnement propice à une campagne électorale libre ou existe-t-il des restrictions notables sur la liberté d'expression, d'association ou de réunion.

4.6.7 Existe-t-il, en matière de financement des partis politiques, des règles bien définies, respectées par tous les partis et par tous les candidats ?

4.6.8 Existe-t-il une formation des électeurs assurée de manière impartiale et

indépendante et coordonnée dans tout le pays ?

4.6.9 Existera-t-il une utilisation ou un accès aux ressources publiques pour la campagne électorale.

4.6.10 L'inscription des élections sera-t-elle s'effectuée sans distinction ou discrimination de sexe, de race, de religion, de région ou d'ethnie ?

4.6.11 Existe-t-il une autorité indépendante chargée du suivi et de la régulation des campagnes médiatiques permettant un accès équitable aux média publics à tous les partis en lice et à tous les candidats ?

4.7 La décision d'envoyer une équipe pour observer et suivre les élections organisées dans pays est prise sur la base d'une évaluation préliminaire de la situation sociale, économique, politique et constitutionnelle qui prévaut dans ledit pays.

4.8 Les pays africains présentent des différences en matière de capacité organisationnelle, de ressources



financières et humaines, de niveau de développement des infrastructures, notamment dans le domaine routier, de télécommunications et de technologies, qui influent sur la manière dont les élections sont organisées à travers le continent. Toutefois, ces facteurs ne doivent pas compromettre le déroulement d'élections libres régulières et transparentes.

4.9 La mission d'évaluation émet, à l'intention de l'Unité des élections de l'Union africaine, un avis sur l'opportunité non d'envoyer ou non une équipe de l'Union africaine pour observer les élections dans le pays concerné. Dans l'un ou l'autre cas, un certain nombre d'options pourraient être envisagées par l'Union africaine.

4.10 Au cas où l'option retenue serait d'envoyer une équipe d'observation ou de suivi des élections, la mission d'évaluation conseille l'Union africaine sur la nature de la mission à déployer : observation, assistance technique, suivi ou supervision. Une combinaison de ces différents types de mission peut également être envisagée, si toutefois le mandat mixte recommandé n'entraîne pas un conflit d'intérêt.

4.11 Au cas où l'option retenue est de ne pas envoyer une équipe d'observation ou de suivi des élections en raison de la situation jugée non satisfaisante qui prévaut dans le pays, des solutions intermédiaires peuvent être envisagées. La première consiste à envoyer une équipe technique ou une équipe de supervision pour travailler avec la Commission électorale, sous réserve que le pays hôte soit disposé à accepter l'assistance de l'Union africaine pour redresser la situation. La deuxième consiste à ne pas envoyer de mission du tout, si la situation jugée non satisfaisante se détériore davantage et que le pays hôte ne soit pas disposé à accepter une assistance extérieure. Cette solution pourrait impliquer le renvoi de la question à d'autres organes compétents de l'Union.

4.12 La mission d'évaluation de l'Union africaine procède non seulement à l'évaluation de la situation immédiate dans un pays donné, mais aussi à l'évolution de cette situation, vu que les options à retenir peuvent faire l'objet de modification en fonction des circonstances.

4.13 L'Union africaine et le pays organisant les élections



doivent, au préalable, parvenir à un accord, et l'Union africaine se réserve le droit de ne pas envoyer des observateurs ou de les retirer au cas où les conditions dans le pays en cause ne répondraient pas aux principes directeurs de l'Union africaine en ce qui regarde l'organisation d'élections libres et transparentes.

4.14 Les Communautés économiques régionales (CER) doivent prendre une part active à l'observation et au suivi des élections. Elles compléteront ainsi les efforts déployés par l'Union africaine dans le cadre de l'assistance électorale et faciliteront l'échange d'expériences et la mise en commun des ressources.

5. MANDATS, DROITS ET RESPONSABILITES DES MISSIONS D'OBSERVATION ET DE SUIVI DES ELECTIONS DE L'UNION AFRICAINE

5.1 Après s'être assurée que les conditions requises sont réunies pour la tenue d'élections crédibles et que toutes les parties concernées auront donné leur acquiescement à l'envoi d'une équipe de l'Union africaine, la mission d'évaluation de cette dernière

formule des recommandations sur l'importance, la durée et la nature de la mission d'observation et de suivi à déployer.

5.2 Bien que la nature du mandat de la mission d'observation et de suivi recommandée puisse varier, les droits reconnus aux membres d'une telle mission d'observation et de suivi restent inchangés. Les Communautés Economiques et Régionale devraient suppléer l'UA dans l'exercice de son rôle d'observation et de suivi des élections. Les droits reconnus tant aux observateurs qu'aux vérificateurs sont les suivants :

- 5.2.1 La liberté de mouvement sur le territoire du pays hôte ;
- 5.2.2 L'accréditation sans aucune discrimination des membres de la mission d'observation et de suivi des élections ;
- 5.2.3 La liberté de communication avec tous les partis politiques et tous les candidats prenant part aux élections, ainsi qu'avec toutes autres associations ou organisations politiques et de la société civile ;
- 5.2.4 La libre communication avec les électeurs,



hormis les cas de restrictions raisonnables prévus par la loi à fin de protéger le secret du vote;

- 5.2.5 Le libre accès et la libre communication avec les médias;
- 5.2.6 La communication et le libre accès à la Commission électorale nationale ou à l'autorité compétente en matière d'élections et à toutes autres institutions s'occupant des élections;
- 5.2.7 La communication et la collaboration avec les instances judiciaires, l'Assemblée nationale ou le Parlement, le personnel des services de sécurité et tous autres services et organes gouvernementaux intervenant dans le processus électoral;
- 5.2.8 Le libre accès à tous les textes législatifs et réglementaires régissant le processus et l'environnement des élections;
- 5.2.9 Le libre accès aux registres électoraux et aux listes des électeurs;
- 5.2.10 Le libre accès à tous les bureaux de vote et centres de dépouillement, y compris ceux qui sont réservés aux militaires et à d'autres

groupes spécifiques.

- 5.3 La mission d'évaluation doit d'abord décider de la portée ou du mandat de la mission électorale en conformité avec la Déclaration de Durban, et compte tenu des lois et règlements nationaux en vigueur. Les différents types de mandat sont, entre autres, les suivants:

- 5.3.1 L'observation: action de recueillir des informations et d'exprimer une opinion sur la base de celles-ci;
- 5.3.2 Le suivi: c'est-à-dire l'autorité d'observer le processus électoral et d'intervenir dans ce processus au cas où les lois applicables ou les normes établies seraient violées ou ignorées;
- 5.3.3 La médiation: c'est-à-dire la tierce intervention dans un contentieux électoral afin d'aider les parties en litige à trouver des issues ou solutions mutuellement acceptables;
- 5.3.4 l'assistance technique: intervention offerte généralement en forme d'appui technique et de conseils à la Commission électorale;



- 5.3.5 La supervision et la vérification: attestation de la validité de toutes les étapes du processus électoral ou de certaines de ces étapes, avant ou après la tenue des élections.
- 5.4 La mission d'évaluation se prononce ensuite sur la durée et /ou la fréquence des visites envisagées. Cette durée et/ou cette fréquence sont fonction des échéances électorales et de la durée de :
- 5.4.1 L'inscription des électeurs sur les listes /actualisation des listes électorales, et des délais impartis laissé au public pour la vérification des mentions portées sur ces listes ;
 - 5.4.2 L'enregistrement des partis politiques et des candidats ;
 - 5.4.3 L'investiture des candidats et le dépôt des candidatures par les partis politiques ;
 - 5.4.4 La campagne électorale ;
 - 5.4.5 L'entrée en fonctions des candidats élus.
- 5.5 La mission d'observation et de suivi des élections peut être déployée soit pour la durée du

processus, soit pendant des périodes précises afin de couvrir certains aspects spécifiques qui sont, de l'avis de la mission d'évaluation, déterminants pour la tenue d'élections crédibles. La mission d'évaluation dépêchée par l'Union africaine doit également tenir compte des ressources financières et humaines disponibles, ainsi que de la situation qui prévaut sur le terrain. Toutefois, l'Union africaine est disposée à déployer des missions de longue durée, au lieu de recourir à l'observation et au suivi effectué par une équipe restreinte déployée temporairement avant la date des élections.

- 5.6 La mission d'observation des élections de l'Union africaine publiera un communiqué sur l'environnement, le processus et l'issue des élections dans les meilleurs délais après la proclamation des résultats des élections.
- 5.7 Enfin, la mission d'évaluation dépêchée par l'Union africaine doit formuler des recommandations sur l'effectif requis pour l'exécution du mandat de chaque type de mission électorale. Les missions d'observation et de suivi des élections et les missions visant



essentiellement à la supervision et à la vérification du processus électoral seront probablement conduites par des personnalités africaines de haut rang et respectées, et seront composées d'administrateurs qualifiés et compétents, possédant les capacités techniques appropriées. Les termes de référence, l'importance du travail et le mandat de la mission seront clairement définis, y compris la désignation d'un chef d'une mission électorale de l'Union africaine pour représenter l'Union et soutenir les activités de tous les autres membres de la mission. Le chef de mission répondra de toute déclaration faite au nom de l'Union africaine sur la conduite des élections. Dans certaines circonstances, il/elle est directement en charge de la supervision des évaluations et des activités entreprises pendant toute la durée de la mission ; dans d'autres, un chef de mission adjoint ayant les compétences techniques requises peut être désigné pour superviser le travail des autres membres de la mission.

- 5.8 Lorsque la mission d'évaluation recommande le déploiement d'une opération d'observation et de suivi des élections de longue durée, elle doit déterminer l'effectif requis. En plus de la question de la

désignation du chef de mission, les aspects particuliers des élections qui requièrent un examen approfondi doivent faire l'objet d'une attention particulière. Outre les questions liées à l'observation de la gestion administrative des élections et de la campagne électorale, les recommandations de la mission d'évaluation portent, par exemple, sur le déploiement d'experts pour évaluer le cadre juridique, examiner tout contentieux qui pourrait naître, suivre les médias ou évaluer les registres électoraux. Ces experts sont désignés à partir d'un pool ou de la liste dressée par l'Union africaine et comprenant des experts qualifiés en provenance de toutes les régions du continent.

- 5.9 L'effectif professionnel ou le nombre d'experts ou de membres de l'équipe d'observation et de suivi des élections déployée pour une longue période sur le territoire du pays hôte est pris en compte pour déterminer l'effectif requis pour l'appui financier, administratif et logistique.
- 5.10 Pour les missions électorales, de moyenne à longue durée, l'équipe d'observation ou de suivi de l'Union



africaine est déployée sur toute l'étendue du territoire du pays concerné. Une telle équipe intervient dans toutes les phases du processus avant, pendant et après les élections. Pour déterminer le nombre des observateurs, contrôleurs ou superviseurs à déployer sur une longue période, la mission d'évaluation prend en considération un certain nombre de facteurs dont les suivants :

- 5.10.1 Le nombre de circonscriptions électorales ou administratives que compte le pays ;
- 5.10.2 Les infrastructures et la géographie du pays hôte ;
- 5.10.3 Les zones problématiques ou « points chauds » où l'éventualité de contestations d'envergure peut être envisagée ou qui ont été le théâtre de tensions, de litiges ou de violences par le passé ;
- 5.10.4 Les ressources humaines et financières disponibles ;
- 5.10.5 Le déploiement d'autres observateurs nationaux et internationaux.

5.11 Après les élections, il importe que l'équipe d'observation ou un consultant indépendant agréé par l'Union africaine soit requis de procéder à une évaluation pour faire le point de la situation. L'analyse doit porter sur la performance de la mission (dans l'accomplissement de ses tâches) et sur la gestion administrative de l'ensemble de la mission d'observation. Une telle évaluation a pour objectif d'améliorer les conditions de déploiement des missions d'observation à l'avenir.

5.12 L'Union africaine doit explorer la possibilité d'observer et de suivre des élections hors du continent en vue d'un échange d'expériences en matière d'élection et de démocratie.

6. CODE DE CONDUITE DES MEMBRES DES MISSIONS D'OBSERVATION ET DE SUIVI DES ELECTIONS

6.1 Le code de conduite des membres des missions d'observation et de suivi des élections de l'Union africaine a force exécutoire. En cas de violation dudit code, l'Union africaine prend à l'encontre de son auteur les mesures disciplinaires appropriées, y compris le



rapatriement.

6.2 Les Observateurs :

- 6.2.1 Doivent se conformer à l'ensemble de la législation et de la réglementation en vigueur ainsi qu'au respect de la culture du pays hôte ;
- 6.2.2 Doivent faire preuve d'une stricte impartialité dans l'accomplissement de leurs tâches et ne doivent, en aucun cas, prendre parti ou marquer une préférence pour les autorités nationales, les partis politiques ou les candidats prenant part aux élections. Ils ne doivent pas non plus exhiber ou porter des symboles, couleurs ou insignes partisans ;
- 6.2.3 Ne doivent ni accepter, ni chercher à obtenir des dons, des faveurs ou des récompenses de la part des candidats, de leurs agents, des partis politiques ou de toutes autres organisations ou personnes impliquées dans le processus électoral.
- 6.2.4 Sont tenus de faire immédiatement état à l'Union africaine de toutes relations qui pourraient entraîner un conflit d'intérêt dans

l'accomplissement de leurs tâches ou dans le processus d'observation et d'évaluation des élections ;

- 6.2.5 Doivent établir tous leurs rapports et conclusions en se fondant sur des preuves bien établies, concrètes et vérifiables, obtenues de diverses sources crédibles, et sur des faits dont ils ont été eux-mêmes des témoins oculaires ;
- 6.2.6 Doivent discuter les allégations avancées avec les personnes ou organisations concernées avant de les considérer comme fondées ;
- 6.2.7 Doivent identifier dans leurs rapports aussi bien les informations qu'ils estiment exactes que les sources des informations recueillies et utilisées pour évaluer le processus ou l'environnement électoral ;
- 6.2.8 Doivent traiter avec probité et exactitude toutes les informations recueillies ou tous les faits dont ils ont été témoins ;
- 6.2.9 Doivent rencontrer les responsables chargés des élections, les autorités gouvernementales compétentes, les



- fonctionnaires concernés, les partis politiques, les candidats et leurs agents et les tenir informés des buts et objectifs de la mission électorale de l'Union africaine ;
- 6.2.10 Il leur est loisible d'attirer l'attention des responsables locaux des élections sur les irrégularités éventuellement constatées, mais ne doivent en aucun cas leur donner des instructions ou des contre-ordres ;
- 6.2.11 Ils doivent porter à tout moment les badges d'identification qui leur ont été délivrés et décliner leur identité à la demande de toute autorité compétente ;
- 6.2.12 S'acquittent de leurs tâches sans faire acte d'obstruction ni d'ingérence dans le processus électoral, les procédures du jour du scrutin ou le décompte des voix ;
- 6.2.13 Doivent s'abstenir de tout commentaire ou jugement personnel ou prématuré sur leur travail d'observation à l'adresse des journalistes ou de toute autre personne intéressée, et limiter leurs déclarations à des informations générales sur la nature de leurs activités en tant qu'observateurs ;

- 6.2.14 Doivent prendre part aux séances d'information et aux sessions de formation organisées par la mission électorale de l'Union africaine ;
- 6.2.15 Doivent soumettre en temps voulu leurs rapports à leurs supérieurs hiérarchiques et prendre part à toutes les séances de travail requises ;
- 6.2.16 Doivent travailler en harmonie avec leurs collègues de l'équipe d'observation de l'Union africaine et des équipes des autres organisations déployées dans la même zone ;

6.3 Les vérificateurs :

- 6.3.1 Se conformeront au code de conduite tel que défini au point 5.2 ci-dessus, à cette exception que contrairement à la directive concernant les observateurs au 5.2 (10), les vérificateurs font état des irrégularités à l'attention des autorités électorales et peuvent, dans des conditions particulières, invalider les instructions données aux observateurs si celles-ci contreviennent aux dispositions légales et à la réglementation électorale en vigueur.





Unité pour la Démocratie et l'Assistance Electorale
Département des Affaires Politiques
Commission de l'Union Africaine
P.O. Box 3243
Addis Abeba, Ethiopie
Téléphone: (251-11)5517700 poste 2617/18
Fax: (251-11)5517844
Email: dpolitical@africa-union.org
www.au.int